



Révision 2025 des comptes nationaux : Principaux changements et effets structurels et conjuncturels

29 septembre 2025

Introduction

Afin de refléter le plus fidèlement la réalité économique d'un pays ou d'une région, les comptes nationaux (CN) doivent régulièrement être révisés pour notamment intégrer les sources de données les plus récentes et les plus pertinentes ainsi que les derniers développements conceptuels et méthodologiques. Parallèlement, au niveau international, une politique de révision des statistiques macroéconomiques a été établie. Les recommandations sont d'effectuer une révision tous les 5 ans pour fixer une nouvelle année de base (révision « benchmark ») en alternance avec une révision plus fondamentale, qui implémente un nouveau manuel, prévue tous les 10 à 15 ans. La révision 2025¹ des CN est une révision « benchmark ». Son objectif est d'apporter des améliorations en termes de couverture, de structure et de cohérence entre les ressources et les emplois, par le biais de nouvelles données sources ou de données révisées. Elle concerne tant les comptes nationaux annuels de l'Office fédéral de la statistique (OFS) que les estimations trimestrielles du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), qui intègre les données annuelles de l'OFS dans ses résultats trimestriels. Le SECO a vérifié par ailleurs ses méthodes de trimestrialisation, de correction des variations saisonnières (désaisonnalisation) et de correction des effets des grands événements sportifs internationaux. Ce travail de révision s'effectue pour l'ensemble des agrégats des CN.

Avant de décrire les principaux domaines révisés, cette publication explique le processus du calcul du produit intérieur brut (PIB) et souligne les défis auxquels la comptabilité nationale est actuellement confrontée.

Estimation du PIB

Le PIB peut se calculer de trois différentes manières. La Suisse comme la grande majorité des pays, privilégie deux approches, à savoir l'approche par la « production » (création de la valeur ajoutée) et l'approche par les « dépenses » (utilisation de la valeur ajoutée). La troisième approche (par les revenus) sert à vérifier la cohérence des résultats. Cette possibilité d'estimer, de manière indépendante, le PIB par différentes approches est une garantie de qualité. Bien évidemment, lors de l'estimation, un déséquilibre apparaît entre les approches et un processus itératif a été mis sur pied pour retrouver l'équilibre macroéconomique. Toutefois, ce processus est possible uniquement si le déséquilibre entre les approches peut être expliqué par des effets statistiques au niveau des données entrant dans le calcul du PIB (variance des enquêtes, différences conceptuelles, etc.).

D'un point de vue historique, l'approche par la « production » a toujours abouti à un niveau du PIB nominal plus élevé que l'approche par les « dépenses ». Toutefois, ce déséquilibre pouvait, pendant de nombreuses années, s'expliquer par des lacunes du côté des « dépenses ». Parmi ces dernières, les deux plus importantes étaient la sous-estimation de la consommation finale des ménages par l'« enquête sur le budget des ménages » (phénomène reconnu au niveau international) et la non prise en compte des investissements sans permis de construire dans la statistique de la construction.

¹ Les Comptes nationaux de la majorité des pays européens ont été révisés en 2024. En Suisse, la BNS a décidé en 2023 de publier les données révisées de la balance des paiements en 2025. Afin de pouvoir tenir compte de ces données qui jouent un rôle central dans le calcul du PIB, cette révision a été repoussée à 2025.

Lors de la révision de 2020, le déséquilibre a pu être réduit à l'aide de modèles statistiques du côté « dépenses » et d'un équilibrage à la baisse du côté « production ».

En 2022, à la suite d'une révision de la balance des paiements, une correction au niveau des charges de licence a été apportée à court terme. Après une analyse approfondie des entreprises concernées, cette adaptation a été améliorée lors de cette révision.

En 2023, pour l'exercice 2021, l'enquête de la statistique de la valeur ajoutée auprès des entreprises a également été révisée, conduisant à une hausse de la valeur ajoutée du secteur des sociétés non financières.

Ces différentes révisions expliquent la hausse du niveau du PIB nominal de 1,8% en moyenne. Cependant, On peut relever que la correction à la hausse est sensiblement plus importante pour la période la plus récente. Ainsi, en 2023, le niveau du PIB a été ajusté de 3,8% à la hausse.

Au cours des dernières années, les phénomènes liés à la globalisation se sont accentués. Les modèles d'affaires et la nature des activités des grandes entreprises changent rapidement, ce qui accroît la complexité des questions statistiques qui y sont liées. Ainsi, les unités situées en Suisse gèrent d'importants actifs intangibles pour les groupes dans leur ensemble, ce qui pose la question de la mesure de la valeur ajoutée de ces unités. De plus, le caractère non obligatoire de l'enquête auprès des entreprises non-financières, ainsi que la possibilité pour ces dernières de fournir uniquement leur rapport annuel réduisent les informations nécessaires pour une compréhension optimale de leurs activités. Ceci a pour conséquence d'aboutir à des incohérences tant au niveau des données des différentes enquêtes qu'au niveau macroéconomique. Cette situation affecte plus fortement des économies qui, comme la Suisse, sont ouvertes sur le reste du monde et qui hébergent un nombre important de groupes multinationaux sur leur territoire.

Afin de mieux comprendre les activités des groupes multinationaux, d'aider ces groupes à couvrir les besoins des CN et ainsi d'assurer une cohérence entre les statistiques économiques, des standards internationaux ont été mis en place. Cependant, ces derniers nécessitent d'importantes ressources en personnel et du temps. D'autres travaux spécifiques à la globalisation seront entrepris dans le cadre de la prochaine révision des comptes nationaux fixée à 2029.

Les différents points ci-dessus impliquent que la révision de 2025 présente un écart nominal plus important que par le passé entre l'approche par la « production » et l'approche par les « dépenses », sans qu'il soit possible de trouver des éléments explicatifs pleinement satisfaisants. Cette incohérence se retrouve au niveau de la position « variations des stocks et écarts statistiques » qui est tendanciellement positive. Cette dernière doit donc être interprétée avec prudence. Bien que ce biais reste encore faible, l'écart a tendance à s'accroître avec le temps, ce qui nécessite de prendre des mesures pour contenir ce phénomène et garantir, à l'avenir également, la comparabilité et la qualité des comptes nationaux et du PIB.

La croissance réelle du PIB, qui est généralement déterminante pour l'analyse conjoncturelle et les analyses macroéconomiques à long terme, est nettement moins affectée par les différences mentionnées entre l'approche par la production et l'approche par les dépenses. Comme auparavant, la composante « variations des stocks et écarts statistiques » apporte, en moyenne sur le long terme, une contribution légèrement négative à la croissance d'environ -0,1 %. Autrement dit, la croissance de la demande domestique finale et du commerce extérieur dépasse légèrement, dans l'ensemble, la croissance du PIB selon l'approche par la production.

Principaux domaines révisés

Bien que toutes les méthodes et sources de données utilisées aient été revues, certains changements ont eu un impact plus important sur les résultats.

Du côté de l'approche par la « production », les principaux effets sur le niveau du PIB proviennent de l'intégration des données révisées de l'enquête auprès des **entreprises non financières** et du « nettoyage » des données des entreprises non financières de leurs activités à l'étranger (succursales), ainsi que de l'équilibrage macroéconomique des précédentes révisions (cf. chapitre « estimation du PIB »).

Une nouvelle méthode de calcul des **fonds d'investissement** basée sur des données administratives remplace l'estimation provenant d'un modèle statistique. L'accès à des données individuelles des **intermédiaires financiers** a également permis de mieux soustraire les activités des succursales à l'étranger qui ne doivent pas être comprises dans le PIB. À la suite de recommandations internationales plus précises, la méthode de calcul des rétrocessions des primes de **réassurance** a été adaptée et la

cohérence avec les données issues de l'enquête pour établir la balance des opérations courantes de la Banque nationale suisse (BNS) a été améliorée. Ces différents changements ont affecté le niveau et la croissance de la valeur ajoutée du secteur financier.

Afin de mieux rendre compte de l'importance économique de certaines activités, une adaptation de la **présentation du compte de production par branche économique** a été adoptée. Ainsi, l'enseignement public a été revu à l'aide des informations par fonction de la statistique financière des collectivités publiques. L'enseignement public a été transféré de la branche « Administration publique » (division NOGA 84) à la branche « Enseignement » (NOGA 85). En outre, les fonds d'investissement, qui sont couverts pour la première fois, sont classés sous deux branches différentes : les fonds immobiliers se trouvent dans les activités immobilières (NOGA 68) et les autres fonds sont classés sous « Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite » (NOGA 64).

Du côté de l'approche par les « dépenses », un nouveau pool de données, basé sur une fusion des données de l'enquête sur le budget des ménages (EBM) des années 2022, 2023 et 2024, a permis de calculer une nouvelle année de base 2023 pour la **consommation finale des ménages**. Ce nouveau pool consent de refixer la structure des dépenses à un niveau détaillé, solide et représentatif. Cette révision a été également l'occasion d'intégrer la nouvelle nomenclature des fonctions de consommation (COICOP) dont la principale modification est la ventilation en 13 fonctions au lieu de 12.

Le niveau des **investissements en biens d'équipement** a été sensiblement adapté à la suite de l'intégration de nouvelles données.

La déflation du **commerce extérieur de biens** a été revue à la suite du passage de la nomenclature « nature des marchandises » des douanes à la nomenclatures européenne des produits associée aux activités (CPA).

Enfin, la **balance des paiements**, dont la **balance touristique** qui est partie intégrante des CN, a également été révisée.²

Bien qu'ayant aucun impact sur le PIB, il est important de souligner que la méthode de calcul des **dividendes** et leur sectorisation a été entièrement révisée.

Changements méthodologiques au niveau trimestriel

Le cadre méthodologique pour la trimestrialisation et la désaisonnalisation des données des comptes nationaux est resté inchangé. Avec l'intégration des données annuelles révisées, le SECO a examiné les différents modèles économétriques. Lorsque cela s'est avéré nécessaire, des ajustements ont été apportés aux spécifications des modèles. De plus, la rétropolation des données antérieures à 1995 a été actualisée.

Par ailleurs, d'importants indicateurs utilisés pour la trimestrialisation ont eux-mêmes fait l'objet de révisions, ce qui se reflète dans les données trimestrielles des comptes nationaux. Il s'agit notamment de la statistique de l'emploi qui entre dans divers domaines tant du côté de la production que de la dépense, ainsi que de la balance des transactions courantes, cette dernière étant particulièrement déterminante pour les données trimestrielles des exportations et importations de services. Dans le commerce extérieur de marchandises, les indicateurs utilisés pour la trimestrialisation ont été adaptés à la classification CPA, conformément à la procédure appliquée aux données annuelles, et la déflation révisée a été reproduite à l'aide d'indicateurs appropriés.

Enfin, l'ajustement pour les effets des grands événements sportifs a été perfectionné.³ Jusqu'à présent, la projection des effets des événements sportifs pour l'année en cours reposait principalement sur le schéma historique des événements passés. Désormais, les budgets sont explicitement pris en compte sur la base des rapports annuels des organisations sportives concernées.

Dans le cadre de la révision benchmark 2025, le SECO élargit ponctuellement la publication des données du côté production du PIB. Après une phase de test réussie, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière hors industrie chimique et pharmaceutique (« Autres industries manufacturières », NOGA 10-18 ainsi que 22-33), ainsi que celle des branches « Transports et entreposage » (NOGA 49-53) et « Information et communication » (NOGA 58-63), seront désormais publiées séparément sur une base

² Les données révisées de la balance touristique ont été publiées le 23 juin 2025 ([Balance touristique | Office fédéral de la statistique - OFS](#)) et celles de la balance des paiements le 23 septembre ([Changements et révisions](#)).

³ Voir la note technique actualisée sous www.seco.admin.ch/pcb

trimestrielle.

Impact sur les niveaux des agrégats (structurel)

Les changements des méthodes de calcul et de données utilisées ont pour conséquence une hausse du niveau du PIB comprise entre 1,1% et 3,8% selon les années considérées sur la période 1995-2023.

En 2021, la hausse est de 3,1%. Du côté de la demande, les adaptations au niveau des investissements expliquent environ les 43% de la hausse du niveau du PIB en 2021, ce qui correspond à une augmentation de 5% du niveau des investissements. La position « variations des stocks et écarts statistiques » est également plus élevée d'environ 49%. Le reste est la conséquence de changements dans les méthodes de calcul et de la prise en compte de nouvelles informations statistiques (révision de la balance des paiements, mise à jour de la consommation finale des ménages, etc.).

Du côté de la production la hausse du PIB pour l'année 2021 se concentre presque exclusivement au niveau du secteur des entreprises non financières. Cette hausse s'accompagne de changements structurels. Le reste provient presque exclusivement des adaptations méthodologiques dans le secteur des intermédiaires financiers.

Le PIB à prix courants est souvent utilisé comme grandeur de référence pour le calcul de ratios tels que la quote-part de l'Etat, le déficit publique/PIB ou encore la dette publique/PIB. Ces ratios devraient normalement être légèrement corrigés à la baisse, pour autant que les numérateurs n'aient pas été également affectés par la révision.

Impact sur les comptes trimestriels (conjoncturel)

L'analyse conjoncturelle s'appuie généralement sur les taux de croissance des grandeurs réelles, c'est-à-dire corrigées des variations de prix. La révision absolue moyenne des taux de croissance réels du PIB, corrigés des variations saisonnières et des effets des grands événements sportifs, par rapport au trimestre précédent, s'élève à 0,2 point de pourcentage depuis 1980, ce qui correspond à l'ordre de grandeur des révisions historiquement observées lors de révisions globales des comptes nationaux.

Il convient également de noter que, malgré de nombreux ajustements et des révisions qui peuvent parfois être importantes, l'histoire conjoncturelle de la Suisse n'a pas été réécrite. En particulier, pour les années 2023 et 2024, la croissance de l'économie suisse reste nettement inférieure à la moyenne, comme cela avait déjà été calculé. En revanche, la reprise de l'économie suisse en 2021 et 2022 après la crise du Covid-19 en 2020 a été plus forte que précédemment estimé. Pour la période la plus récente, il se confirme que la croissance s'est nettement affaiblie au deuxième trimestre 2025 après un premier trimestre solide.

Du côté de la demande, les derniers trimestres ont surtout été marqués par des révisions du commerce des services, en cohérence avec les données de base intégrées. Les résultats révisés montrent une évolution nettement plus faible des importations. De même, les investissements dans la construction ont évolué, depuis début 2024, de manière nettement plus faible qu'estimé auparavant, conformément aux données annuelles.

Conclusion

La révision 2025 des CN suisses a entraîné une augmentation moyenne du niveau du PIB nominal d'environ 2 % pour les années 1995 à 2023. Cette hausse s'explique par l'amélioration des sources de données, l'introduction de nouvelles méthodes et des adaptations structurelles au niveau des données de groupes d'entreprises multinationales. Le déséquilibre nominal entre l'approche par la production et l'approche par les dépenses s'est creusé, sans qu'il soit possible de l'expliquer entièrement, ce qui témoigne de l'existence d'incertitudes statistiques résiduelles.

Il convient également de noter que, d'un point de vue de la croissance réelle, la divergence entre l'approche par la production et l'approche par les dépenses n'est pas plus grande qu'avant la révision. Cependant, les phénomènes liés à la globalisation peuvent aussi représenter un défi considérable dans le contexte de l'analyse conjoncturelle.

Ces incertitudes statistiques peuvent être réduites durablement grâce aux mesures suivantes :

- Mettre en place une unité spécialisée dont l'objectif est d'aider les grands groupes internationaux à fournir des données répondant aux besoins des statistiques macroéconomiques et ainsi assurer la

- qualité et la comparabilité internationale de ces dernières ;
- Renforcer la collecte de données auprès des entreprises non financières et/ou améliorer l'utilisation des données administratives existantes ;
 - Renforcer les analyses systématiques afin de réduire les déséquilibres croissants dans le calcul du PIB.

Renseignements :

Philippe Küttel, OFS, chef de la section Comptes nationaux, +41 58 463 60 67

Felicitas Kemeny, SECO, cheffe du secteur Conjoncture, Direction de la politique économique,
+41 58 462 93 25